

UN LIBRARY

JAN 3 - 1979



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE

UN/SA COLLECTION Distr.



GENERALE

A/33/538

21 décembre 1978

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Trente-troisième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre datée du 19 décembre 1978, adressée au Secrétaire général par le
représentant permanent de la République fédérale d'Allemagne auprès de
l'Organisation des Nations Unies

La République fédérale d'Allemagne, en sa qualité de pays hôte de la 65ème Conférence interparlementaire de l'Union interparlementaire, qui s'est tenue à Bonn du 5 au 13 septembre 1978, a été invitée à faire distribuer, en tant que document de l'Assemblée générale des Nations Unies, la résolution intitulée "La situation au Chili", adoptée par le Conseil interparlementaire le 4 septembre 1978.

En conséquence, j'ai l'honneur de demander que ladite résolution, dont le texte en anglais et en français est joint à la présente lettre, soit distribuée en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 12 de l'ordre du jour.

(Signé) Rüdiger VON WECHMAR

ANNEXE

Résolution adoptée par le Conseil interparlementaire
par 66 voix contre zéro, avec 2 abstentions, lors de
sa 123ème session (Bonn, 4 septembre 1978)

LA SITUATION AU CHILI

Le Conseil interparlementaire,

Ayant examiné le rapport du Groupe de travail spécial sur le Chili concernant
a) la situation dans ce pays et b) la mise en oeuvre des décisions du Conseil
relatives au Chili /CL/123/78/5 a) et b)/,

Rappelant ses résolutions antérieures relatives au Chili,

1. Constate que sous la pression de l'opinion publique internationale
la situation au Chili a quelque peu évolué, compte tenu des faits suivants :
levée de l'état de siège le 11 mars 1978; décret d'amnistie du 18 avril; libération
de prisonniers politiques et commutation de leur peine de prison en exil; diminution
du nombre des arrestations suivies de disparitions et des cas de torture; diversi-
fication des informations fournies par la presse et autres media;

2. Regrette toutefois :

a) Qu'après la levée de l'état de siège l'état d'urgence est demeuré en
vigueur et que du fait du renforcement de sa portée aux termes du décret-loi No 1877
du 12 août 1977 l'application de ses dispositions n'entraîne pas un changement
profond de la situation;

b) Que toute activité politique reste interdite au Chili;

c) Que l'amnistie s'applique aux auteurs aussi bien qu'aux victimes de
violations des droits de l'homme et qu'elle n'a qu'une portée limitée en ce qui
concerne ces dernières; que bon nombre d'exilés, dont 10 parlementaires et 2 anciens
parlementaires se sont vu refuser, pour des raisons politiques, le droit de
retourner dans leur pays;

d) Qu'aucun progrès réel n'a été accompli en ce qui concerne le grave
problème des disparus et que malgré leurs promesses réitérées les autorités
chiliennes persistent à refuser d'accepter la responsabilité de la disparition
d'un nombre élevé de personnes et de rendre compte de leur sort en dépit des
nombreuses preuves disponibles de leur arrestation;

e) Que parmi ces disparus se trouvent toujours le député Carlos Lorca Tobar
et Vicente Atencio Cortes ainsi qu'un ancien parlementaire, des parents de
parlementaires et un fonctionnaire du Congrès chilien au sujet desquels le Conseil
avait décidé en 1977 d'introduire un recours en amparo.

/...

f) Qu'une nouvelle législation syndicale conforme aux principes de l'Organisation internationale du Travail n'est toujours pas entrée en vigueur et, notamment, que la négociation collective et le droit de grève n'ont pas encore été rétablis et que l'activité syndicale continue d'être soumise à de sévères restrictions, appliquées de façon discriminatoire;

g) Que l'activité des organes d'information demeure soumise à des normes restrictives et continue de faire l'objet de mesures répressives;

h) Que la majorité du peuple chilien continue d'être lésée dans ses droits économiques et sociaux;

3. Constate que le Gouvernement chilien reçoit une aide financière et militaire considérable de la part d'autres pays;

4. Prend note avec satisfaction du fait que le Groupe de travail spécial des Nations Unies sur le Chili a été mis en mesure de se rendre dans le pays pour y examiner la situation en matière de droits de l'homme;

5. Demande instamment au Gouvernement chilien de lever l'état d'urgence, de faire droit, comme il s'y est engagé, aux demandes instantes des parents des personnes disparues, et de rétablir au plus tôt le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

6. Prie instamment les Groupes nationaux :

a) D'intensifier leur action auprès de leurs Parlements et de leurs Gouvernements respectifs afin d'assurer l'application, par le Gouvernement chilien, de la présente résolution;

b) De faire toutes démarches nécessaires pour que le sort des disparus soit connu;

c) D'insister pour que les exilés politiques et en particulier les parlementaires, anciens parlementaires et les membres de leur famille actuellement en exil puissent bénéficier sans restrictions du droit de retourner dans leur pays;

d) D'attirer l'attention de leurs gouvernements respectifs sur la nécessité d'accueillir les Chiliens réfugiés en Argentine qui doivent quitter ce pays et de coopérer à l'action entreprise à cet égard par le Haut Commissariat pour les réfugiés;

e) D'appuyer les efforts de l'Organisation internationale du Travail en faveur du rétablissement des droits syndicaux;

f) de recommander à leurs gouvernements et à leurs Parlements respectifs de s'abstenir d'aider le Gouvernement chilien militairement ou financièrement, cela sans préjudice de l'assistance humanitaire fournie à la population de ce pays;

/...

g) D'informer systématiquement le Secrétaire général des démarches entreprises et des résultats obtenus;

7. Prie le Secrétaire général :

a) De continuer à suivre activement l'évolution du recours en amparo introduit en faveur des députés Carlos Lorca Tobar et Vicente Atencio Cortes, de l'ancien député Bernardo Araya Zuleta, des parents de parlementaires dont les noms suivent : Jorge Munoz Pourtays, Ivan Insunza, Eduardo Cantero Prado, Clara Cantero Torres et Olga Flores, et du fonctionnaire du Congrès chilien, Edras Pinto Arroyo;

b) De faire les démarches nécessaires pour que la présente résolution soit portée à la connaissance de l'Assemblée générale et des autres organes compétents des Nations Unies;

8. Décide de maintenir la question du Chili à son ordre du jour, étant entendu que, lors de sa session de Prague (21 avril 1979), le Conseil examinera la nécessité de convoquer une nouvelle session du Groupe de travail spécial, à la lumière de l'évolution de la situation au Chili.
